sa continuité, dans son ampleur, à la totalité des travailleurs organisés. (Applaudissements.) Mais notez bien, et c'est ici je veux faire appel à l'attention de la classe bourgeoise, notez bien que si le socialisme n'est le pillage, ni le vol, ni le partage, il n'est même pas l'expropriation sans indemnité. Les grands révolutionnaires bourgeois, en 1791, en 1792, en 1793, lorsqu'ils ont pris au clergé, aux moines, aux nobles émigrés, des milliards de biens que se sont partagés, pour les deux tiers, les bourgeois et, pour un tiers, les paysans lorsque la bourgeoisie révolutionnaire, il y a 115 ans, s'est appropriée huit milliards de biens, elle n'a pas donné d'indemnité aux moines, aux prêtres et aux nobles, et je ne le lui reproche pas. (Rires et applaudissements).

Mais, tous les socialistes et les plus révolutionnaires : Marx, Enghels et Kaulsky, comme nous-mêmes, sont unanimes à reconnaître qu'il serait dangereux, que même, en quelque mesure, il pourrait être injuste de procéder dans la société d'aujourd'hui, à une expropriation brutale et sans indemnité aucune, qui ne tiendrait aucun compte, je ne dis pas des droits acquis, mais tout au moins des habitudes acquises. Marx disait : « La révolution sociale nous coûtera moins cher si nous pouvons donner une indemnité ». Il voulait dire par-là, que le socialisme aurait moins de peine à triompher, à s'installer, s'il pouvait, dans le passage de la propriété capitaliste à la propriété sociale, à la propriété commune, tenir compte des habitudes acquises, ménager les égoïsmes et les préjugés des détenteurs d'aujourd'hui et leur assurer, à eux et à leurs descendants immédiats, certains avantages qui ne leur fassent pas trouver trop dur l'avènement de la société nouvelle.

Eh bien oui, cela sera possible, à la condition que la bourgeoisie dirigeante et possédante se prête à la transformation nécessaire.

Si, par l'esprit aveugle de routine, d'égoïsme et de résistance, elle acculait l'histoire à ce moyen désespéré de la révolution brutale et violente, alors aucun compte ne pourrait être tenu des situations acquises.

Mais, si la bourgeoisie a la sagesse de comprendre et d'accepter les transformations nécessaires, alors entre le prolétariat grandissant et elle, il interviendra des transactions ; il interviendra des arrangements et, aux détenteurs actuels des actions des mines, de tissages, de filatures, de verreries, le prolétariat, maître du pouvoir, assurera, pour une génération ou deux, des avantages qui amortiront pour la bourgeoisie l'inévitable souffrance des grandes transformations sociales. Mais peu à peu, ces indemnités seront résorbées, elles reviendront au peuple qui travaille et, un jour viendra où partout, sur la terre française, partout sur la terre humaine, partout dans les cités, partout dans les ateliers, partout dans les usines, les travailleurs seront les coopérateurs de la nation, travaillant à leur compte, travaillant librement sous la direction de chefs élus par eux et au profit exclusif de ceux qui produisent et de ceux qui travaillent. (Longs applaudissements).

VERS LE COLLECTIVISME

Voilà, citoyens, en quels termes, la question est posée aujourd'hui, et si l'on me disait si l'on nous disait que c'est là une chimère, une utopie, un rêve, je répondrais à mon contradicteur : « Regardez ce but que vous déclarez inaccessible; tous les chemins y conduisent, y compris les chemins frayés par vous-même. » Tous les chemins y conduisent, et d'abord, la République y mène, la démocratie y mène. Lorsqu'on a proclamé que tous les citoyens, même les plus obscurs même les plus pauvres avaient un droit égal à l'exercice dans la commune souveraineté politique ; lorsqu'on a mis aux mains du pauvre salarié un bulletin de vote qui, le jour du suffrage, pèse autant, vaut autant que le bulletin de vote du capitaliste et du milliardaire ; lorsqu'on a ainsi fondé le collectivisme politique, le communisme politique, lorsqu'on a proclamé que les millions de prolétaires étaient assez éclairés, assez éduqués pour gérer, par l'intermédiaire de délégués élus par eux : conseillers municipaux, conseillers généraux, sénateurs, députés ; le grand domaine commun de la commune, du département et de l'Etat ; lorsqu'on a déclaré que le prolétaire était capable de gérer les affaires de cette grande et illustre maison qui s'appelle la France, il est impossible, il est contradictoire, il est absurde de dire qu'à l'usine, à l'atelier ils resteront indéfiniment des serfs, dépendant de la volonté d'un homme ou de quelques hommes, des êtres passifs.

Quand on en a fait des citoyens actifs, dans la cité politique, on est bien obligé, par la logique, d'en faire un jour des producteurs actifs dans la cité économique. (Applaudissements.)

LES TRUSTS CAPITALISTES

Oui, la République mène au collectivisme, la démocratie mène au Socialisme. J'ajoute que le capitalisme, le grand capitalisme, y conduit aussi. Nous avons aujourd'hui les grands capitalistes des grandes industries : ils créent partout en Europe, comme en Amérique, en Autriche, en Allemagne, en France comme aux Etats-Unis, ce qu'on appelle des trusts, c'est-à-dire des syndicats de capitalistes, des combinaisons de capitalistes.

Les grandes industries de la faïence, de la verrerie, du sucre, de l'alcool, du fer, de l'acier, des cotonnades, se sont aperçues qu'en se livrant indéfiniment, selon la loi de la société bourgeoise, la guerre et la concurrence les uns aux autres, ils s'exposaient à diminuer leurs profits et à accroître leurs risques. Chacun d'eux produisait pour son compte et offrait sa marchandise sur le marché, mais le puissant voisin apportait, lui aussi, sa marchandise, et, pour conquérir le marché, il disait au client, tout bas : « Je vous livrerai ma marchandise un peu meilleur marché que l'autre, et je vous ferai par exemple, un escompte plus fort ». Ils aboutissaient ainsi à gâter leurs prix, et, en même temps, comme chacun produisait dans l'idée qu'il lui serait agréable d'être seul à tenir le marché, seul à suffir à la demande de tous les clients, chaque usine produisait à l'aveugle, l'ensemble des usines produisait plus qu'il était nécessaire ; il y avait encombrement, surproduction, arrêt du travail. Alors, qu'ont fait les grands industriels ?

(A ce moment, un auditeur, par suite de la chaleur, tombe malade. On crie : « Ouvrez les fenêtres » ; un assistant brise un carreau avec sa canne.) Rires.

JAURES. — Citoyens, cela prouve que quelquefois, il est plus rapide de casser les carreaux que d'ouvrir les fenêtres, mais cela coûte plus cher. (Rires et applaudissements.)

Ah ! citoyens, j'en conviens, c'est une température de haut-fourneau, mais c'est une preuve que je puis donner à ceux qui sont comme moi d'origine bourgeoise, qu'on peut s'habituer à des températures de haut-fourneau, et qu'il ne faut pas qu'ils prennent peur d'avance des transformations sociales qui obligeront au travail tous les fils des hommes. (Rires et applaudissements.)

Je disais donc : Voilà le raisonnement, voilà l'entente que pratiquent maintenant les grands capitalistes des grandes industries. Ils se disent : Au lieu de nous faire la guerre économique les uns aux autres, entendons-nous, syndiquons-nous, déclarons que telle usine pourra produire telle quantité de marchandise et pas davantage, et déclarons que toutes les usines vendront leurs produits au même prix, par l'intermédiaire d'un comptoir commun. C'est là, citoyens, ce que l'on appelle les trusts. Mais je vous prie de remarquer que, du même coup, les capitalistes ont tué leur raison d'être. Ils nous disaient, à nous, socialistes : « Vous voulez supprimer toute l'initiative individuelle, vous voulez supprimer la concurrence qui, seule, excite les facultés des hommes ». Et ce sont eux, maintenant, qui suppriment la concurrence ; ce sont eux qui supprument l'initiative individuelle ; ce sont eux qui, de toutes ces usines de toutes ces fabriques qui avaient jusque-là une existence distincte et un gouvernement distinct, n'en font que des annexes et des succursales d'une société unique, d'une grande fabrique unique le Trust. C'est le collectivisme capitaliste. (Applaudissements prolongés.)

LE TRUST SOCIALISTE

Nous, nous fondons le trust socialiste, le trust de tous les citoyens, le trust de tous les producteurs associés, fédérés, organisés dans la commune et dans la nation. Donc citoyens, si toutes les routes conduisent au collectivisme, il faudra bien que nous y arrivions, surtout si nous prenons toutes les routes à la fois. (Applaudissements et rires.)

Et ce n'est pas là l'invention arbitraire de quelques esprits isolés, ce n'est pas la conclusion brutale, l'appétit grossier : depuis 120 ans, depuis la Révolution, le socialisme est mêlé d'une façon éclatante ou d'une façon obscure à toute la vie politique de la France.

LA GENESE DU SOCIALISME

Du premier jour où, en 1789 furent promulgués les Droits de l'Homme et du Citoyen, des révolutionnaires se levèrent pour dire : « A quoi bon proclamer l'égalité théorique, l'égalité de droit abstrait, si l'on ne proclame pas en même temps, si on ne réalise pas en même temps, l'égalité de fait ? » Le grand communiste Babeuf, de 1792, 94 et 96, donnait comme but de la Révolution, le bonheur commun par la propriété commune.

Ensuite, quand la Révolution et la liberté subirent une éclipse, quand la dictature impériale enivra de gloire grossière et d'esclavage brillant les hommes fatigués de la Révolution et de la Liberté ; quand Napoléon étendit, allongea sur le globe l'ombre de son glaive, il y eut, dès 1806, un homme, un penseur inconnu, celui qui aujourd'hui est illustre sous le nom de Fourier, et cet homme dit : « Ce n'est pas la force du glaive qui réalisera l'unité du monde, ce n'est pas la domination de l'épée qui réduira tous les peuples à l'unité fraternelle : il n'y a qu'un moyen de créer l'unité humaine, c'est de fonder partout, dans les communes, des groupes locaux de coopérateurs, et ces groupes fraternels s'entendront avec les groupes voisins ; ils se fédéreront en cercles d'harmonie, toujours plus vastes, et ces cercles d'harmonie, toujours élargis, iront, enveloppant peu à peu les nations, les peuples, les races, les continents, et fonderont l'unité humaine, non pas sur l'éphémère violence de la dictature militaire, mais sur l'union durable de la coopération sociale, universalisée. C'était le cri du socialisme qui commençait à dominer le fracas des batailles meurtrières. (Applaudissements.)

Et encore, sous la Restauration, lorsque les nobles furent revenus, lorsque les émigrés eurent retrouvé leurs domaines, lorsque la Congrégation reparut, insolente, avec toutes les prétentions du passé, ce furent des socialistes, ce furent les Saint-Simoniens qui se dressèrent et qui dirent : « Le monde ne doit pas être à la féodalité ancienne ; le monde ne doit pas appartenir aux oisifs, aux nobles ,aux moines ; le monde doit appartenir au travail, le monde doit appartenir à l'industrie, mais pour que l'industrie ne crée pas une féodalité nouvelle, la féodalité du capital, il faut qu'elle soit organisée par la nation. »

Ainsi, de génération en génération, et de régime en régime, la France socialiste et la parole socialiste se propagent. Mais c'était une pensée qui avait l'air d'éclore dans le cerveau solitaire de quelques hommes de génie.

Bientôt, sous Louis-Philippe, à mesure que se développait la grande industrie, les prolétaires groupés dans les ateliers prirent conscience de leur force comme de leur droit, comprirent que c'étaient eux qui devaient être la grande force de combat et de libération : la révolution de 1848 fut un premier effort du prolétariat pour s'affirmer comme classe sous la lumière de l'idée socialiste. Mais vous le savez, la bourgeoisie prit peur, et en 1851, 1849 à 1851, partout en Europe, elle s'entendit avec les pouvoirs du passé, avec les pouvoirs de réaction avec les rois abrutis, les Césars, les nobles, les cléricaux, pour arrêter la démocratie grandissante où le prolétariat s'inscrivait comme une force de plus en plus redoutable. Ce fut la contre-révolution partout en Europe, la contre-révolution en Autriche, la contre-révolution en Allemagne, la contre-révolution en Italie, la contre-révolution en France. Ce fut en Autriche la constitution libérale que l'empereur avait cru devoir accorder au peuple de Vienne soulevé, ce fut cette constitution libérale déchirée et l'absolutisme rétabli.

En Allemagne, où la nation s'imaginait avoir conquis tout à la fois son unité de nation allemande et le suffrage universel, ce fut le retour au particularisme, au morcellement, à l'absolutisme.

En Italie, où les révolutionnaires avaient cru qu'ils en avaient fini avec la puissance temporelle du Pape, ce fut, avec le concours des armées de la France réactionnaire, le rétablissement de la puissance temporelle et politique du Pape ; ce fut l'Italie disloquée à nouveau, asservie comme un patient dont on aurait brisé les membres sur un chevalet de torture.

En France, ce fut le coup d'Etat, la nuit de Décembre, toutes les libertés suspendues, la marche de la démocratie arrêtée, tous les mensonges du plébiscite frauduleux, substitué à l'exercice de la souveraineté nationale.

Voilà, citoyens, un demi-siècle que la contre-Révolution en haine de la démocratie, de la liberté et du socialisme, a vaincu en Europe. Mais, depuis un demi-siècle, la Révolution a commencé à prendre sa revanche.

L'Italie est unifiée et elle a fait de Rome non plus la capitale du Pape, mais la capitale du peuple italien. (Applaudissements.)

En Allemagne, c'est sur la base du suffrage universel que l'unité nationale a été constituée. Ah, je sais bien que M. de Bismark qui, pour lier les Etats épars de l'Allemagne, avait été obligé de faire appel à la nation elle-même et au suffrage universel, n'aurait pas été fâché ensuite de retirer à la nation le suffrage universel. Mais il était trop tard, il est trop tard, et les trois millions de suffrages socialistes qui viennent de souffleter tout à la fois l'égoïsme de hobereaux et l'arbitraire de l'empereur ne se laisseront plus rayer du livre de l'Histoire. Nous pouvons saluer l'Allemagne démocratique et socialiste, sœur de la France démocratique. (Applaudissements prolongés.)

En France, en même temps, voilà 32 ans qu'au travers de bien des secousses, bien des épreuves, bien des assauts, la liberté républicaine s'affirme et s'enracine .Le 24 mai a été vaincu, le 16 Mai a été vaincu, le boulangisme a été vaincu, le nationalisme est vaincu ! (Applaudissements.)

Dans cette croissance de la liberté républicaine qui s'affermit, la force politique et sociale du prolétariat qui s'organise grandit aussi tous les jours. Le Socialisme comme tel, comme organisation distincte, comme parti, n'a presque joué qu'un rôle apparent dans les luttes contre le 24 Mai. Il n'a joué qu'un rôle d'appoint, mêlé à toutes les forces républicaines dans la lutte contre le 16 Mai. Il a commencé à s'affirmer positivement dans la lutte contre le boulangisme, et j'ai le droit de dire enfin que si le nationalisme a été vaincu, c'est parce que le prolétariat socialiste enfin éduqué, organisé, constitué en parti distinct, en parti de classe, a donné l'appoint de sa force virile à la République bourgeoise troublée, et cette fois, c'est le prolétariat qui a sauvé la liberté. Il a droit à recueillir le profit de son effort. (Applaudissements.)

LE SOCIALISME & L'EGLISE

Aussi voyez, citoyens, que de toutes les questions qui sont posées, notamment la question militaire, il n'y en a point une seule aujourd'hui qui puisse être résolue et réglée à fond si le parti socialiste, avec sa force souveraine, ne participe à la solution.

Les autres partis, ou bien sont des partis de réaction, ou bien, lorsqu'ils sont des partis de liberté et de démocratie, avec lesquels, aux heures de péril, nous avons toujours fait publiquement une loyale alliance pour le salut des libertés nécessaires, ont des hésitations dans la bataille ; ils ont des troubles, des incertitudes d'esprit ; ils veulent bien réprimer l'excès de la tyrannie cléricale ; ils veulent bien, comme disait le représentant d'un de ces partis, rogner les ongles au cléricalisme, mais ils ne veulent pas les lui arracher.

Ils veulent limiter la puissance politique de l'Eglise et, certes, nous, c'est seulement la puissance politique de l'Eglise que nous voulons atteindre. Nous ne voulons supprimer pour personne la liberté de croire et de prier à sa guise, mais, sous la discipline du droit commun, sous la loi de l'égalité commune, et nous voulons, non pas limiter la puissance officielle de l'Eglise, mais la déraciner ; nous voulons, non pas dissoudre quelques congrégations, mais, au nom du principe qui donne le droit et qui porte le devoir d'en dissoudre quelques-unes, les dissoudre toutes, parce qu'elles sont toutes également opposées à la libre expansion de la personne humaine et au libre développement de l'esprit républicain. (Applaudissements.) De même, nous voulons que tous les enfants de la nation, au lieu d'être séparés en deux camps par l'école, soient réunis par une même éducation de liberté et de raison, dans la même école républicaine ; nous voulons que l'enseignement de l'enfance soit un devoir social. C'est le service public le plus grand et le plus noble de tous. (Applaudissements nourris.)

Enfin, nous voulons préparer la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, et la réduction complète de tous les cultes à l'égalité de la loi commune et du droit commun. Si nous voulons pousser cette bataille à fond, c'est parce que nous, socialistes, nous n'avons pas peur que l'entière émancipation intellectuelle du peuple prépare son émancipation économique et sociale. (Applaudissements.)

LA QUESTION MILITAIRE

De même, pour la question militaire, les plus hardis des républicains bourgeois veulent bien soumettre l'armée de caserne à la loi des pouvoirs civils, mais ils veulent garder des armées de caserne, comme une ressource éventuelle, non pas contre l'ennemi du dehors, mais contre les soulèvements possibles des revendications du dedans. Eh bien, nous, nous disons : « Faites justice au peuple, faites justice au prolétariat, donnez-lui un système d'impôts qui, au lieu de l'écraser, le ménage; donnez-lui un vaste système d'assurances sociale contre tous les risques naturels et sociaux, contre la maladie, contre l'invalidité, contre la vieillesse, contre le chômage ; donnez-lui l'entière liberté de coalition sans violence ouvrière mais sans violence patronale et sans oppression hypocrite des juges, sans pression brutale des soldats, donnez aux prolétaires, peu à peu l'accès dans la grande propriété capitaliste, faites entrevoir à la classe ouvrière qu'il lui est possible de s'émanciper légalement, de se libérer pacifiquement par l'évolution de la démocratie et vous n'aurez pas besoin d'entretenir dans les casernes 500.000 enfants du peuple, captifs et armés, qui ne sont là que comme la réserve prétorienne du capitalisme menacé. (Longs applaudissements.)

UN AUDITEUR. — Vous avez gagné votre verre d'eau, citoyen Jaurès ! (Bruit.)

JAURES. — Eh bien, je vais toucher mon salaire. (Il boit.) (Rires.)

C'est, je termine sur cette considération, citoyens, c'est parce que le socialisme n'a pas peur des conséquences extrêmes du mouvement démocratique, c'est parce qu'il est prêt à accepter et à préparer dans l'ordre économique et social un régime qui répond pleinement à ce qu'est le régime républicain dans l'ordre politique, c'est parce que nous n'avons pas peur, que nous n'arrêterons pas à moitié chemin l'œuvre républicaine d'antimilitarisme et d'anticléricalisme. (Applaudissements.)

LA QUESTION MINISTERIELLE

Voyez au contraire, par le discours qu'a prononcé hier au Sénat M. Waldeck-Rousseau combien ceux-là mêmes des républicains qui, lorsque les libertés élémentaires du pays étaient menacées par l'ombre du coup d'Etat clérical et militaire ont fait leur devoir, mais dès que le gros du péril semble conjuré, dès que l'on n'entend plus sur la forêt que l'orage menaçait de déraciner il y a trois ans, que le dernier grondement et que le dernier frisson de la tempête, voyez comment ils s'empressent, je ne dis pas de désavouer, mais de réduire au minimum la loi de défense républicaine et laïque proposée par eux.

Si nous en croyons le discours d'hier de M. Waldeck-Rousseau, nous devrions faire de la loi de 1901 une application si modeste, si timorée, si bénigne, que nous aurions simplement dispersé les plus tapageurs et les plus compromettants des moines, mais que nous aurions consolidé ces congrégations innombrables qui, dans l'assistance et l'enseignement, font œuvre profonde de réaction et de cléricalisme.

Non, nous ne nous prêterons pas à cette politique de demi-mesures et d'atténuations, qui deviendrait bien vite une politique de recul, car elle ne pourrait être pratiquée qu'avec le concours du centre méliniste et de la droite elle-même, et vous comprenez maintenant, citoyens, vous qui peut-être nous avez quelquefois reproché notre excès de ministérialisme, vous comprenez pourquoi nous avons été, depuis un an, pourquoi nous sommes aujourd'hui, pourquoi nous resterons les ministériels du ministère Combes tant qu'il restera au pouvoir et qu'il restera vigoureusement dans la ligne de laïcité, de combat anticlérical. (Bravos. Cris : Vive Combes !)

Je ne veux pas ce soir, votre fatigue et la mienne me l'interdiraient, tenter une réponse complète au discours prononcé hier par M. Waldeck-Rousseau au Sénat. Je ne veux dire qu'une chose : c'est qu'il se trompe sur les sentiments du prolétariat, lorsqu'il dit, comme hier aux ouvriers : « Prenez garde, on veut discuter tous les établissements d'enseignement, autorisés ou non des congrégationistes, cela va coûter tout de suite une première mise de fonds de 112 millions et cela coûtera tous les ans un supplément de dépense de 12 millions. Que deviendra, pendant ce temps, la loi projetée sur les retraites ouvrières ?

Eh bien, je dis que M. Waldeck-Rousseau se trompe doublement, d'abord en imaginant que la France républicaine ne pourra pas, — elle le peut si elle le veut, — faire face financièrement à la fois à la laïcisation des écoles et à l'institution des retraites pour les travailleurs ouvriers et paysans. Elle le peut, si elle a le courage de demander aux classes possédantes et privilégiées de la fortune, par l'impôt sur les héritages, la sécurité nécessaire.

Et puis, c'est une erreur de croire que le prolétariat va faire abandon de l'émancipation intellectuelle de ses enfants par l'école laïque sous prétexte de s'assurer plus tôt des retraites ouvrières. Il aura l'une et l'autre, et s'il avait été obligé, ce qui n'est pas, d'ajourner l'une, ce n'est pas l'école qu'il aurait ajournée, car c'est l'avènement du prolétariat et de la pacifique révolution sociale.

Mais il est possible, et c'est le programme intégral de notre parti, du parti républicain socialiste, il est possible de mener de front l'émancipation intellectuelle et l'émancipation économique du peuple, ou plutôt ces deux choses sont confondues et inséparables, elles triompheront ensemble dans la République sociale!

APRÈS LE DISCOURS

VAIN APPEL A LA CONTRADICTION

Il est impossible de dépeindre l'enthousiasme unanime de l'auditoire, lorsque Jaurès, son magnifique discours achevé, regagne sa place.

Le président fait alors appel à la contradiction. Un citoyen répond, monte à la tribune où il décline son nom. C'est le citoyen Bastide de Lille,mais son but n'est nullement de contredire Jaurès. Il vient exposer le système de la représentation proportionnelle dans les élections municipales, système qui le séduit particulièrement. En dépit de la forme éloquente dont s'entoure l'exposé du citoyen Bastide, et des bonnes et mauvaises raisons qu'il invoque à ce propos, l'auditoire se lasse et l'orateur doit renoncer à développer aussi longuement qu'il le voudrait une thèse, sinon fastidieuse, du moins inopportune en l'occurrence.

ALLOCUTION DE DELESALLE

Delesalle demande la parole à son tour. En quelques mots il fait comprendre au citoyen Bastide que la Chambre des députés est toute désignée pour aborder de pareilles questions. Puis, s'animant, s'échauffant peu à peu, et néanmoins avec une éloquente précision, il dit toute sa foi dans l'idéal socialiste vers lequel les travailleurs cheminent, accélèrent leur marche chaque jour de plus en plus, quels que soient les chemins ouverts devant leurs pas, quels que soient les modes d'élections qui leur soient offerts.

Deleselle termine au milieu de frénétiques applaudissements, en exprimant son espoir de voir bientôt la France socialiste atteindre d'aussi magnifiques résultats que ceux que vient de réaliser, hier, la nation voisine, l'Allemagne .

Pour les grévistes de La Gorgue-Estaires

Le citoyen Maurice Monier se lève ensuite. Avant de donner lecture de l'ordre du jour, il retrace, d'une voix vibrante d'émotion, le misérable sort des grévistes de La Gorgue-Estaires, en lutte depuis plus de deux mois avec la rapacité patronale. Il montre l'indignité de ces patrons, qui hier encore, sentant les forts de leur cause, se refusaient à la proposition d'arbitrage souverain que leur faisait le Préfet du Nord .

Monier annonce que trois délégués du Syndicat des grévistes sont venus à la réunion accompagnés des citoyens Bexant et Desmons. Une collecte sera faite à la sortie de la salle au profit des tisseurs en grève, pour leur permettre de vivre et de prolonger la lutte. Que chacun prenne à cœur de donner son obole pour les camarades.

Cette collecte a produit 167 francs.

L'ORDRE DU JOUR

« *L'immense concours populaire des citoyens du Nord et du Pas-de-Calais, réunis à Douai, sous les auspices du Parti Socialiste Français pour écouter la conférence de Jean Jaurès,*

Considérant que la justice et la vérité exigent qu'on donne dans l'ordre économique, à la masse des producteurs l'émancipation que la République a léguée aux citoyens, dans l'ordre politique, avec le suffrage universel.

Approuvent l'action du Parti Socialiste tendant à faire de la société bourgeoise actuelle la cité de justice et d'égalité sociales, au lieu de laisser subsister le régime immoral d'exploitation de l'homme qui travaille par l'homme qui ne fait rien,

Mais reconnaît aussi que le Parti Socialiste se doit à lui-même de persister dans son attitude vraiment républicaine et démocratique. »

Sitôt cet ordre du jour voté à l'unanimité, Monier propose cette adjonction d'intérêt local et toute d'actualité, qui inflige, de la part des quatre mille citoyens présents, dont un si grand nombre de Douai et de Dorignies, le désaveu le plus formel, sinon le blâme le plus cinglant au maire clérical-réactionnaire de Douai, M .Bertin.

« *Au point de vue local, les électeurs douaisiens protestent contre la tentative réactionnaire et intéressée de M. Bertin, maire de Douai, qui essaie, en demandant le sectionnement de Douai-Dorignies, de sauver sa situation politique compromise,*

Et se séparent au cri de : Vive la République Sociale !

Cette seconde partie de l'ordre du jour est acclamée et adoptée comme la première, avec accompagnement de cris de : A bas Bertin ! A bas la calotte !

LA SORTIE

A la sortie du Château-Gayant, une manifestation grandiose se prépare en l'honneur de Jaurès.

En effet, rue de Paris, un cortège d'environ trois mille citoyens se forme et s'ébranle en chant de l'*Internationale*, vers la *Taverne*, rue de Valenciennes, où va avoir lieu le banquet. Massée devant l'établissement, la foule acclame longuement Jaurès et le réclame au balcon. Lorsqu'il s'y présente pour prononcer la courte allocution qui va suivre, une immense acclamation l'accueille et se prolonge indéfiniment après qu'il a parlé :

« Citoyens,

« *Je suis écrasé de fatigue. Je vous remercie et je vous félicite de la vaillance de votre pensée socialiste affirmée ici. Je vois qu'il n'y a pas seulement des douaisiens, mais qu'il y a des militants de toute la région, des militants des cités industrielles, et des communes rurales. C'est donc dans tout le travail ouvrier et paysan que je salue l'espérance de l'affranchissement humain.* »

Le temps et la place nous faisant défaut, nous devons remettre à demain le compte-rendu de la soirée et du banquet qui a eu lieu à sept heures et demie.

***

Nous ne voulons pas terminer ce compte-rendu sans adresser toutes les félicitations qu'ils méritent à MM. Pratte, directeur de l'Agence Havas, à Lille et Edgar Verschoore, les deux habiles sténographes qui, malgré les fatigues de la journée, nous ont donné, le soir même, le texte in-extenso du magnifique discours de Jaurès.

CHAUVIÈRE A SAINT-AMAND

Une conférence publique a eu lieu, hier dimanche, ainsi que nous l'avons annoncé, avec le concours des citoyens CHAUVIERE, député de la Seine, et *MELIN, conseiller prud'homme, salle de* la Tour, à Saint-Amand.

Une nombreuse assistance de citoyens ou citoyennes se pressait à la réunion, qui s'est faite *sous la présidence du citoyen H. DUHRE, conseiller* d'arrondissement, avec les citoyens PAVOT, président de la libre-pensée les *Enfants de Diderot*, et *DUSSART, conseiller prud'homme, assesseurs.*

Après une courte allocution de Mélin, faisant appel à l'action syndicale, Chauvière a, pendant plus d'une heure, développé avec un rare bonheur d'expression et une merveilleuse force d'arguments, le sujet choisi par lui : *Science et Religion.*

Après avoir montré les origines naturelles de tous les mythes religieux créés par l'ignorance, la terreur ou la friponnerie des hommes et des prêtres, et *affirmé la nécessité pour le Parti socialiste* de combattre résolument l'hydre cléricale, l'orateur a abordé les données historiques du problème et, époque par époque, a opposé à *l'Eglise*, maîtresse d'erreur et d'oppression, l'œuvre de vérité et de vie peu à peu édifiée par les savants et les philosophes.

Dans une péroraison vibrante, comme le corps de la conférence, hachée d'applaudissements, Chauvière a enfin réfuté la formule mensongère de Brunetière : « La science a fait faillite », en instituant un éloquent parallèle entre les découvertes de la science moderne, qui réalisera dans l'avenir la fraternité et le bonheur, et la véritable « faillite » de l'idée religieuse.

NOS DÉPÊCHES

(Par Services Téléphoniques Spéciaux)

M. LOUBET A LONDRES

Londres, 28 juin. — Londres regorge en ce moment de visiteurs venus de toutes les parties du monde faire un séjour dans la capitale anglaise. Jamais il n'y a eu pareille affluence d'étrangers et de provinciaux, pas même à l'occasion du couronnement. Hier soir, déclare-t-on, il n'y avait plus à louer qu'une seule chambre à coucher ,et encore dans un hôtel de premier ordre.

On raconte qu'un visiteur arrivé à Londres des Cornouailles et qui comptait séjourner quelques jours avant de repartir pour Paris a dû continuer immédiatement son voyage, ayant vainement, pendant plusieurs heures, cherché un gîte où se reposer. Dans un des meilleurs hôtels londoniens, on déclare n'avoir plus même une salle de bain disponible pour y mettre un lit. Dans les visiteurs étrangers, c'est l'élément français et américain qui domine. Le voyage prochain du président de la République suffit peut-être à justifier cette affluence en ce qui concerne les compatriotes de M. Loubet, mais les directeurs d'hôtel les plus expérimentés ne s'expliquent pas très clairement quel motif a pu attirer un aussi grand nombre d'Américains.

On annonce que pour la réception du président Loubet à Londres, le quai d'arrivée de la gare de Victoria sera décoré à profusion de fleurs exotiques. Une garde d'honneur fera la haie dans la salle d'attente royale.

Le roi Edouard sera accompagné de plusieurs hauts fonctionnaires et du personnel de l'ambassade française. Le quai d'arrivée sera interdit au public.

LES PREPARATIFS A BREST

Brest, 28 juin. — Les travaux d'aménagement du croiseur-corsaire *Guichen* se poursuivent.

De riches tapis ont été étendus et de luxueuses glaces ont été placées dans les appartements qui seront occupés par le président.

Les échelles des coupées vont être recouvertes de moquette rouge et ornées de chaque côté de tentures de velours cramoisi.

Comme il est question de donner à bord du *Guichen*, pendant le séjour du président un

---

FEUILLETON DU 30 JUIN 1903. — N° 36

Les chefs-d'œuvre du Roman

TARTARIN sur les Alpes

par Alphonse DAUDET

NOUVEAUX EXPLOITS DU HÉROS TARASCONNAIS

XI

En route pour Tarascon ! — Le lac de Genève. — Tartarin propose une visite au cachot de Bonnivard. — Court dialogue au milieu des roses. — Toute la bande sous les verrous. — L'infortuné Bonnivard. — Où se retrouve une certaine corde fabriquée en Avignon.

A la suite de l'ascension, le nez de Tartarin pela, bourgeonna, ses joues se craquelèrent. Il resta chambré pendant cinq jours à l'hôtel Bellevue. Cinq jours de compresses, de pommades, dont il trompait la fadeur gluante et l'ennui en faisant des parties de quadrette avec les délégués ou leur dictant un long récit détaillé, circonstancié, de son expédition, pour être lu en séance, au Club des Alpines, et publié dans le *Forum* ; puis, lorsque la courbature générale eut disparu et qu'il ne resta plus sur le noble visage du P. C. A. que quelques ampoules, ecchymoses, gerçures, avec une belle teinte de poterie étrusque, la délégation et son président se remirent en route pour Tarascon, viâ Genève.

Passons sur les épisodes du voyage, l'effarement que jeta la bande méridionale dans les wagons étroits, les paquebots, les tables d'hôte, par ses chants, ses cris, son affectuosité débordante, et sa bannière, et ses alpenstocks ; car depuis l'ascension du P. C. A. ils s'étaient tous munis de ces bâtons de montagne, où les noms d'escalades célèbres s'enroulent, marqués au feu, en vers de mirlitons.

Montreux !

Ici, les délégués, sur la proposition du maître, décidaient de faire halte un jour ou deux pour visiter les bords fameux du Léman, Chillon surtout, et son cachot légendaire dans lequel languit le grand patriote Bonnivard et qu'ont illustré Byron et Delacroix.

Au fond, Tartarin se souciait fort peu de Bonnivard, son aventure avec Guillaume Tell l'ayant éclairé sur les légendes suisses ; mais passant à Interlaken, il avait appris que Sonia venait de partir pour Montreux avec son frère dont l'état s'aggravait, et cette invention d'un pèlerinage historique lui servait de prétexte pour revoir la jeune fille et, qui sait, la décider peut-être à le suivre à Tarascon.

Bien entendu, ses compagnons croyaient de la meilleure foi du monde qu'ils venaient rendre hommage au grand citoyen genevois dont le P. C. A leur avait raconté l'histoire ; même, avec leur goût pour les manifestations théâtrales, sitôt débarqués à Montreux, ils auraient voulu se mettre en file, déployer la bannière et marcher sur Chillon aux cris mille fois répétés de « Vive Bonnivard ! » Le président fut obligé de les calmer. « Déjeunons d'abord, nous verrons ensuite... » Et ils emplirent l'omnibus d'une pension Moller quelconque, stationné, ainsi que beaucoup d'autres, autour du ponton de débarquement.

« *Vé* le gendarme, comme il nous regarde ! » dit Pascalon, montant le dernier avec la bannière toujours très mal commode à installer. Et Bravida inquiet : « C'est vrai... Qu'est-ce qu'il nous veut, ce gendarme, de nous examiner comme ça ?...

— Il m'a reconnu, parbi ! fit le bon Tartarin modestement ; et il souriait de loin au soldat de la police vaudoise dont la longue capote bleue se tournait avec obstination vers l'omnibus filant entre les peupliers du rivage.

Il y avait marché, ce matin-là, à Montreux. Des rangées de petites boutiques en plein vent le long du lac, étalages de fruits, de légumes, de dentelles à bon marché et de ces bijouteries claires, chaînes, pleques, agrafes, dont s'ornent les costumes des Suissesses comme de neige travaillée ou de glace en perles. A cela se mêlait le train du petit port où s'entrechoquait toute une flottille de canots de plaisance aux couleurs vives, le transbordement des sacs et des tonneaux débarqués des grandes brigantines aux voiles en antennes, les rauques sifflements, les cloches des paquebots, et le mouvement des cafés, des brasseries, des fleuristes, des brocanteurs qui bordent le quai. Un coup de soleil là-dessus, on aurait pu se croire à la marine de quelque station méditerranéenne, entre Menton et Bordigheron. Mais le soleil manquait, et les Tarasconnais regardaient ce joli pays à travers une buée d'eau qui montait du lac bleu, grimpait les rampes, les petites rues caillouteuses ,rejoignait au-dessus des maisons en étage d'autres nuages noirs amoncelés entre les sombres verdures de la montagne, chargés de pluie à en crever.

« Coquin de sort ! Je ne suis pas lacustre, dit Spiridion Excorbanibe, essuyant la vitre pour regarder les perspectives de glaciers, de vapeurs blanches fermant l'horizon en face...

— Moi non plus, soupira Pascalon... ce brouillard, cette eau morte... ça me donne envie de pleurer. »

Bravida se plaignait aussi, craignant pour sa goutte sciatique.

Tartarin les reprit sévèrement. N'était-ce donc rien que raconter au retour qu'ils avaient vu le cachot de Bonnivard, inscrit avec leurs noms sur des murailles historiques à côté des signatures de Rousseau, de Byron, Victor Hugo, George Sand, Eugène Sue. Tout à coup, au milieu de sa tirade, le président s'interrompit, changea de couleur... Il venait de voir passer une petite toque sur des cheveux blonds en torsade... Sans même arrêter l'omnibus ralenti par la montée, il s'élança, criant : « Rendez-vous à l'hôtel... » aux alpinistes stupéfaits.

« Sonia !... Sonia !... »

Il craignait de ne pouvoir la rejoindre, tant elle se pressait, sa fine silhouette en ombre sur le martin de la route. Elle ne retourna, l'attendit : « Ah ! c'est vous... » Et sitôt le serrement de mains, elle se remit à marcher, Il prit le pas à côté d'elle, essoufflé, s'excusant de l'avoir quittée d'une façon si brusque... l'arrivée de ses amis... la nécessité de l'ascension dont sa figure portait encore les traces. Elle l'écoutait sans rien dire, sans le regarder, pressant le pas, l'œil fixe et tendu. De profil, elle lui semblait pâlie, les traits développés de leur candeur enfantine, avec quelque chose de dur, de résolu, qui, jusqu'ici, n'avait existé que dans sa voix, sa volonté impérieuse ; mais toujours sa grâce juvénile, sa chevelure en or frisé.

« Et Boris, comment va-t-il ? » demanda Tartarin un peu gêné par ce silence, cette froideur qui le gagnait.

«